

MINISTÈRE WALLON DE L'ÉQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 93 — 704

[C — 27093]

21 JANVIER 1993. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon relatif au programme d'investissements et aux subventions d'investissements en matière d'infrastructure de transports publics

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne, modifié par le décret du 26 novembre 1992, notamment les articles 2, alinéa 2, 3^o, 13, 2^o et 15;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Transports,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Taux des subventions

Article 1er. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le ministre qui a les Transports dans ses attributions, ci-après dénommé « le Ministre », est autorisé à allouer à la Société régionale wallonne du Transport, ci-après dénommée « la Société régionale » des subventions, à concurrence de 100 %, pour la réalisation du programme d'investissements en matière d'infrastructure de transports publics visés à l'article 2, alinéa 2, 3^o, du décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne.

CHAPITRE II. — Objet des subventions

Art. 2. Peuvent être subventionnés, les investissements relatifs aux travaux d'infrastructure suivants :

- 1^o l'aménagement de sites propres réservés aux véhicules de transport en commun à réaliser tant en surface qu'en sous-sol;
- 2^o l'aménagement d'arrêts, de gares routières ou de correspondances;
- 3^o le placement d'abris pour voyageurs;
- 4^o le démontage d'équipements et la démolition d'infrastructures qui ne sont plus utiles à l'exploitation;
- 5^o les équipements relatifs à l'information, à la sécurité des voyageurs et à l'amélioration de la vitesse commerciale;
- 6^o les équipements fixes nécessaires à l'exploitation des réseaux ainsi que ceux imposés par la législation et les autorités compétentes;
- 7^o le gros entretien des sites et installations précités;
- 8^o le déplacement des câbles et canalisations nécessaires à la bonne exécution d'une infrastructure ou d'un équipement;
- 9^o les projets de démonstration nécessaires à l'expérimentation de nouveaux modes de transport.

Pour la subvention des investissements relatifs aux travaux d'infrastructure visés à l'alinéa 1er, peuvent également être pris en considération :

- 1^o les acquisitions immobilières nécessaires à leur réalisation;
- 2^o les études conceptuelles nécessaires à la modernisation et à l'amélioration des réseaux de transport public des personnes;
- 3^o les révisions de prix dues par le maître de l'ouvrage conformément aux dispositions légales, réglementaires et contractuelles applicables en la matière;
- 4^o les travaux exécutés au-delà des quantités présumées figurant dans les postes à bordereau de prix, dans la mesure où, sauf circonstance raisonnablement imprévisible, la valeur de ces travaux n'excède pas 10 % du montant total du marché hors TVA;
- 5^o les travaux commandés conformément à l'article 42 de l'arrêté ministériel du 10 août 1977 établissant le cahier général des charges des marchés publics de travaux, de fournitures et de services;
- 6^o les frais spécifiques générés par des prestations de tiers, notamment les campagnes géologiques et géotechniques, les honoraires d'auteurs de projet, les frais d'adjudication, de surveillance, de réception des matériaux, les frais relatifs aux assurances à l'exclusion de celles couvrant la responsabilité des entreprises, les frais d'actes authentiques et des géomètres experts, l'ensemble de ces frais étant toutefois limité à 10 % du montant total des travaux à subventionner conformément au présent article;
- 7^o les travaux nécessités par des circonstances extraordinaires et imprévisibles;
- 8^o les frais supplémentaires résultant de la faillite de l'adjudicataire, dans la mesure où ils ne peuvent être récupérés à charge du failli ou de la masse;
- 9^o les indemnités dues aux entrepreneurs pour autant qu'elles ne trouvent pas leur origine dans des faits imputables à la Société régionale;
- 10^o la TVA non récupérable et d'une manière générale toute imposition qui grève les dépenses à subventionner telles qu'elles sont définies au présent article;
- 11^o les intérêts de retard afférents à des engagements budgétaires antérieurs au 1er janvier 1993.

Art. 3. Sont exclus du bénéfice des subventions :

- 1^o les travaux d'entretien ainsi que les travaux de renouvellement consécutifs à un manque d'entretien des infrastructures;
- 2^o les fournitures et les équipements qui présentent un caractère purement esthétique et qui ne sont pas indispensables à la sécurité ou à une exploitation rationnelle, économique et efficace des installations, sauf s'ils sont imposés par des prescriptions légales ou de bon aménagement des lieux;
- 3^o les marchés ou parties de marchés relatifs aux travaux d'infrastructure visés à l'article 2, dans la mesure où ils sont subventionnés en vertu d'une autre réglementation;
- 4^o sans préjudice de l'article 2, alinéa 2, 11^o, les intérêts de retard et les indemnités dus à l'adjudicataire du chef de non-paiement dans les délais prévus ou de manquements imputables au maître de l'ouvrage;
- 5^o les marchés relatifs aux travaux d'infrastructure visés aux articles 2 et 4 et dont le coût global n'excède pas 100 000 francs hors TVA.

Art. 4. Pour les travaux d'infrastructure visés à l'article 2 et qui, à la demande de la Société régionale, sont exécutés en régie par les sociétés d'exploitation visées au chapitre II du décret du 21 décembre 1989, les subventions sont calculées en fonction des seuls éléments suivants :

- 1° la fourniture des matériaux;
- 2° les frais de transport;
- 3° les frais de location du gros matériel nécessaire à l'exécution des travaux;
- 4° le montant des travaux sous-traités par les sociétés d'exploitation;
- 5° les frais de main-d'œuvre en ce compris les traitements, salaires, frais de déplacements du personnel des sociétés d'exploitation, à l'exclusion des frais relatifs aux agents de niveau 1;
- 6° les frais inhérents aux études et au contrôle non exécutés par du personnel de la Société régionale et les contrats d'assurance contrôle;
- 7° les frais généraux limités forfaitairement à 5 % du montant à subventionner.

CHAPITRE III. — Procédure

Section 1re. — Programme pluriannuel

Art. 5. La Société régionale soumet à l'approbation du Ministre un programme d'investissements pluriannuel en matière d'infrastructure de transports publics reprenant l'ensemble des projets d'investissement subsidiaires envisagés pendant la période considérée.

Chaque projet fait l'objet d'un dossier comprenant une présentation globale, l'étude financière, l'échéancier de réalisation, la programmation des marchés nécessaires à celle-ci, la programmation financière des engagements et des paiements.

Le programme pluriannuel accompagné de la programmation financière des engagements et des paiements est revu et adapté chaque année par le Ministre après avis de la Société régionale.

Section 2. — Notice descriptive

Art. 6. § 1er. Tous les marchés qui sont relatifs aux investissements visés à l'article 2 et dont la réalisation est prévue pendant l'exercice budgétaire font l'objet d'une notice descriptive ci-après dénommée « notice ».

La notice comporte nécessairement la description et la justification des opérations projetées, un devis estimatif et un programme de leur exécution.

§ 2. Pour les marchés dont le coût estimé est inférieur à 2 millions de francs hors TVA, la notice est constituée du devis estimatif et s'il échet d'un plan.

§ 3. Les notices servent de base à la confection du programme annuel et sont transmises au Ministre.

Section 3. — Programme annuel

Art. 7. Sur la base des notices descriptives et du programme pluriannuel, la Société régionale soumet au Ministre au plus tard le 15 juillet de chaque année le programme annuel des marchés à subventionner au cours de l'exercice budgétaire suivant.

Art. 8. § 1er. Dans le mois qui suit le vote du budget du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports, le Ministre arrête le programme annuel de l'exercice budgétaire concerné.

Il procède dans les trente jours de l'approbation du programme annuel et au plus tôt le 15 janvier de l'exercice budgétaire concerné à l'engagement des subventions et le notifie à la Société régionale.

§ 2. A l'issue du délai de trois ans mentionné à l'article 9, si un marché prévu au programme n'est pas notifié, le Ministre procède à l'annulation de la partie de l'engagement correspondant.

Art. 9. Pendant la période de trois ans qui suit la date d'approbation d'un programme annuel, la Société régionale peut présenter à l'approbation du Ministre des modifications à apporter audit programme dans le respect du montant et de la procédure visés aux articles 7 et 8.

Section 4. — Mise en œuvre des marchés

Art. 10. Après l'attribution par elle d'un marché figurant au programme annuel et décrit dans la notice visée à l'article 6, la Société régionale transmet au Ministre :

1° la demande de liquidation des subventions y afférentes, accompagnée du dossier nécessaire au contrôle par la Cour des comptes;

2° un état récapitulatif des marchés attribués depuis le début de l'année et établi par référence aux notices de chaque programme annuel.

Art. 11. Le montant cumulé des subventions pour les marchés dont le montant excède 2 millions de francs hors TVA ne peut dépasser 90 % du volume total des subventions dont peut annuellement disposer la Société régionale.

Le solde est affecté aux investissements dont le montant est inférieur ou égal à 2 millions de francs hors TVA et aux opérations mentionnées à l'article 2, alinéa 2.

CHAPITRE IV. — Paiement des subventions

Art. 12. Pour les marchés dont le montant initial est supérieur à 2 millions de francs hors TVA :

1° une somme correspondant à 50 % du montant initial du marché est mise en liquidation, dans le mois de la demande de la Société régionale, sur la base de la date de la délivrance de l'ordre de commencer les prestations;

2° une somme correspondant à 85 % du montant du marché, révisions comprises, est mise en liquidation dans le mois de la demande de la Société régionale, déduction faite des montants déjà payés lors de la première tranche, sur la base d'un procès verbal attestant que le marché est exécuté à concurrence de 50 % du montant initial hors révisions;

3° une somme correspondant à 100 % du montant du marché, révisions comprises, déduction faite des montants déjà payés lors des deux premières tranches, est mise en liquidation sur la base du décompte final des prestations.

Art. 13. Pour les marchés dont le montant initial est inférieur ou égal à 2 millions de francs hors TVA, les subventions sont liquidées sur la base du décompte final ou s'il échet des pièces justificatives.

Art. 14. Les subventions afférentes aux frais d'acquisition de biens immeubles ainsi qu'aux frais annexes, sont liquidées sur la base des pièces justificatives, notamment le programme annuel, les actes authentiques et l'avis du Comité d'acquisition d'immeubles.

Art. 15. Sans préjudice des dispositions de l'article 14, pour les dossiers visés à l'article 2, alinéa 2, 9^o et 11^o, les subventions sont liquidées sur la base des pièces justificatives, notamment, le cas échéant, les décisions du conseil d'administration de la Société régionale autorisant le paiement d'indemnités ou d'intérêts de retard.

CHAPITRE V. — Dispositions finales

Art. 16. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1993.

Toutefois, les dispositions réglementaires et les procédures relatives à la liquidation des dépenses en vigueur avant le 1er janvier 1993 restent applicables aux dossiers pour lesquels un engagement budgétaire a été effectué avant cette date.

Art. 17. Le Ministre qui a les Transports dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 21 janvier 1993.

Le Président de l'Exécutif,
chargé de l'Economie, des PME et des Relations extérieures,
G. SPITAELS

Le Ministre des Transports,
A. BAUDSON

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSTRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 93 — 704

[C — 27093]

21. JANUAR 1993. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive über das Investitionsprogramm und die Investitionszuschüsse für die Infrastruktur der öffentlichen Verkehrsbetriebe

Aufgrund des Dekrets vom 21. Dezember 1989 über die öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region, abgeändert durch das Dekret vom 26. November 1992, insbesondere des Artikels 2 Absatz 2 3^o, des Artikels 13 2^o und des Artikels 15;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers des Transportwesens,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

KAPITEL I. — Höhe der Zuschüsse

Art. 1. Im Rahmen der verfügbaren Haushaltskredite ist der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Transportwesen gehört, nachstehend « Minister » genannt, berechtigt, der « Société régionale wallonne du Transport » (Wallonischen Regionalen Verkehrsgesellschaft), nachstehend « regionale Gesellschaft » genannt, Zuschüsse bis zu 100 % zu gewähren, und zwar für die Durchführung des in Artikel 2 Absatz 2 3^o erwähnten Investitionsprogramms für die Infrastruktur des öffentlichen Verkehrs in der Wallonischen Region.

KAPITEL II. — Gegenstand der Zuschüsse

Art. 2. Zuschüsse können für die Investitionen bezüglich der folgenden Infrastrukturarbeiten gewährt werden :

1^o des Anlegens an der Oberfläche sowie im Untergrund besonderer Stätte, die für die Fahrzeuge des öffentlichen Verkehrs vorbehalten sind;

2^o des Anlegens von Haltestellen, Bus- oder Anschlußbahnhöfen;

3^o des Baus von Wartehallen für die Reisenden;

4^o des Abbaus von Ausrüstungen und Infrastrukturen, die für den Betrieb nicht mehr nützlich sind;

5^o der Ausrüstungen in bezug auf die Information, die Sicherheit der Reisenden und die Steigerung der wirtschaftlichen Geschwindigkeit;

6^o der für den Betrieb der Netze notwendigen festen Ausrüstungen und diejenigen, die durch die Gesetzgebung und die zuständigen Behörden vorgeschrieben sind;

7^o der großen Instandhaltung der vorerwähnten Stätten und Anlagen;

8^o des Umlagens der Kabel und Rohrleitungen, die für das ordentliche Funktionieren einer Infrastruktur oder einer Ausrüstung notwendig sind;

9^o der Demonstrationsprojekte, die für die Experimentierung neuer Transportmittel erforderlich sind.

Für die Bezuschußung der Investitionen in bezug auf die in Absatz 1 erwähnten Infrastrukturarbeiten kann auch das folgende berücksichtigt werden :

1^o die für ihre Durchführung notwendigen Immobilienerwerbe;

2^o die Begriffstudien, die für die Modernisierung und die Verbesserung der öffentlichen Personenverkehrsnetze notwendig sind;

3^o die Preisanpassungen, die der Bauherr gemäß den in diesem Bereich anwendbaren gesetzlichen, verordnungsmäßigen und vertragsmäßigen Bestimmungen vornehmen muß;

4^o die Arbeiten, die über die in den Posten der Preisauflistung vorgesehenen Quantitäten ausgeführt worden sind, sofern der Wert dieser Arbeiten 10 % des totalen Betrags des Auftrags ohne Mehrwertsteuer nicht übersteigt, außer in vernünftigerweise als unvorhersehbar zu betrachtenden Umständen;

5^o die dem Artikel 42 des Ministerialerlasses vom 10. August 1977 zur Festsetzung des allgemeinen Lastenheftes der öffentlichen Lieferaufträge;

6^o die sich aus Leistungen Dritter ergebenden spezifischen Kosten, insbesondere die Lasten der geologischen und geotechnischen Studien, die Honorare der Projektautoren, die Ausschreibungs- und Überwachungskosten, die Kosten verbunden mit dem Empfang des Werkstoffs und mit den die Betriebshaftung nicht deckenden

Versicherungen, die Kosten der beglaubigten Urkunden sowie der Landmesser-Sachverständigen. Diese Kosten dürfen jedoch 10 % des totalen Betrags der gemäß vorliegendem Artikel zu bezuschußenden Arbeiten nicht übersteigen;

- 7° die infolge außergewöhnlicher und unvorhersehbarer Umstände erforderlichen Arbeiten;
- 8° die zusätzlichen Kosten, die sich aus dem Konkurs des Auftragnehmers ergeben, sofern sie zu Lasten des Konkurschuldners oder der Masse gedeckt werden können;
- 9° die den Unternehmern zu zahlenden Entschädigungen, wenn ihre Grundlage in keinem der regionalen Gesellschaft zuzuschreibenden Tatbestand liegt;
- 10° die nicht beitreibbare Mehrwertsteuer und im allgemeinen jede Besteuerung, die die zu bezuschußenden Ausgaben belastet, so wie sie in diesem Artikel bestimmt sind;
- 11° die Verzugszinsen verbunden mit vor dem 1. Januar 1993 eingegangenen Haushaltsausgabenverpflichtungen.

Art. 3. Für das folgende wird kein Zuschuß gewährt :

- 1° die Instandhaltungs- und Renovierungsarbeiten, die infolge einer mangelnden Wartung vorzunehmen sind;
- 2° der Bedarf und die Ausrüstung, die rein ästhetisch und für die Sicherheit oder für einen rationellen, sparsamen und wirksamen Betrieb der Anlagen nicht unentbehrlich sind, außer wenn sie durch gesetzliche Bestimmungen oder Verfügungen zur guten Ausstattung des Ortes vorgeschrieben sind;
- 3° die Aufträge oder Auftragsanteile bezüglich der in Artikel 2 erwähnten Infrastrukturarbeiten, wenn sie einer anderen Regelung entsprechend bezuschußt werden;
- 4° unbeschadet des Artikels 2 Absatz 2 11°, die Verzugszinsen und die Entschädigungen, die dem Auftragnehmer infolge von der nichtfristgemäßen Zahlung oder von dem Bauherrn zuzuschreibenden Unterlassungen zu zahlen sind;
- 5° die Aufträge bezüglich der Infrastrukturarbeiten, die in Artikel 2 erwähnt sind und deren gesamten Kosten 100 000 F ohne Mehrwertsteuer nicht übersteigen.

Art. 4. Für die in Artikel 2 erwähnten Infrastrukturarbeiten, die auf Antrag der regionalen Gesellschaft durch die in Kapitel II des Dekrets vom 21. Dezember 1989 erwähnten Betriebsgesellschaften als Leiharbeit ausgeführt werden, werden die Zuschüsse entsprechend den folgenden Elementen berechnet :

- 1° der Lieferung des Materials;
- 2° den Transportkosten;
- 3° den Mietpreisen des für die Ausführung der Arbeiten notwendigen großen Materials;
- 4° dem Betrag der durch die Betriebsgesellschaften ausgeführten Leiharbeiten;
- 5° den Lohnkosten einschließlich der Gehälter, Löhne, Fahrtkosten des Personals der Betriebsgesellschaften und ausschließlich der Kosten bezüglich der Bediensteten der Stufe I;
- 6° den Kosten, die sich aus den durch Personal der regionalen Gesellschaft nicht ausgeübten Studien und Kontrolle ergeben, und den Kontrollversicherungsverträgen;
- 7° den auf 5 % des zu bezuschußenden Betrags pauschal begrenzten Unkosten.

KAPITEL III. — Verfahren

Abschnitt 1. — Mehrjahresplan

Art. 5. Die regionale Gesellschaft legt dem Minister einen mehrjährigen Investitionsplan für die Infrastruktur des öffentlichen Verkehrs zur Genehmigung vor. In diesem Plan werden alle im berücksichtigten Zeitraum erwägten bezuschußbaren Investitionsprojekte versammelt.

Für jedes Projekt wird eine Akte angelegt mit einer globalen Vorstellung, der finanziellen Studie, dem Verwirklichungskalender, der für diese Verwirklichung notwendigen Planung der Aufträge sowie der finanziellen Planung der Ausgabenverpflichtungen und der Zahlungen.

Der Mehrjahresplan mit der finanziellen Planung der Ausgabenverpflichtungen und der Zahlungen wird vom Minister nach Stellungnahme der regionalen Gesellschaft jährlich überprüft und angepaßt.

Abschnitt 2. — Beschreibungsnotiz

Art. 6. § 1. Für alle Aufträge bezüglich der in Artikel 2 erwähnten Investitionen, deren Durchführung in dem Haushaltsjahr vorgesehen ist, wird eine Beschreibungsnotiz, nachstehend « Notiz » genannt, aufgestellt.

Die Notiz soll die Beschreibung und die Begründung der geplanten Maßnahmen, einen annähernden Kostenvoranschlag und einen Plan ihrer Ausführung beinhalten.

§ 2. Für die Aufträge, deren überschlagenen Kosten niedriger als 2 Millionen F ohne Mehrwertsteuer sind, besteht die Notiz aus dem Kostenvoranschlag und gegebenenfalls aus einem Plan.

§ 3. Die Notizen dienen als Grundlage für die Aufstellung des Jahresplanes und werden dem Minister übermittelt.

Abschnitt 3. — Jahresplan

Art. 7. Auf der Grundlage der Beschreibungsnotizen und des Mehrjahresplanes legt die regionale Gesellschaft dem Minister spätestens am 15. Juli jedes Jahres den Jahresplan der im nächsten Haushaltsjahr zu bezuschußenden Aufträge vor.

Art. 8. § 1. Innerhalb des Monats nach der Abstimmung des Haushalts des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen legt der Minister den Jahresplan des betreffenden Haushaltsjahres fest.

Innerhalb von dreißig Tagen nach der Genehmigung des Jahresplanes und frühestens am 15. Januar des betreffenden Haushaltsjahres legt er die Zuschüsse fest und teilt es der regionalen Gesellschaft amtlich mit.

§ 2. Wenn nach Ablauf der in Artikel 9 erwähnten dreijährigen Frist ein im Plan vorgesehener Auftrag nicht mitgeteilt worden ist, erklärt der Minister den entsprechenden Teil der Zuschüssefestlegung für null und nichtig.

Art. 9. In dem dreijährigen Zeitraum nach der Genehmigung eines Jahresplanes kann die regionale Gesellschaft dem Minister Abänderungen zur Genehmigung vorlegen, die entsprechend den in Artikel 7 und 8 erwähnten Betrag und Verfahren an diesen Jahresplan vorzunehmen sind.

Abschnitt 4. — Durchführung der Aufträge

Art. 10. Nachdem die regionale Gesellschaft einen im Jahresplan vorgesehenen und in der in Artikel 6 erwähnten Notiz beschriebenen Auftrag vergeben hat, übermittelt sie dem Minister :

- 1° die Anträge auf Auszahlung der den Auftrag betreffenden Zuschüsse, zusammen mit der für die Kontrolle durch den Rechnungshof notwendigen Akte;

2° eine auf der Grundlage der Notizen jedes Jahresplanes aufgestellte Zusammenfassung der seit dem Anfang des Jahres vergebenen Aufträge.

KAPITEL IV. — *Zahlung der Zuschüsse*

Art. 12. Für die Aufträge, deren anfängliche Betrag 2 Millionen F ohne Mehrwertsteuer übersteigt :

1° wird eine Summe in Höhe von 50 % des anfänglichen Betrags des Auftrags ausgezahlt, und zwar innerhalb des Monats des Antrags der regionalen Gesellschaft und entsprechend dem Datum der Anordnung zum Anfang der Leistungen;

2° wird eine Summe in Höhe von 85 % des Betrags des Auftrags einschließlich der Anpassungen ausgezahlt, und zwar innerhalb des Monats des Antrags der regionalen Gesellschaft, abzüglich der beim ersten Abschnitt schon bezahlten Beträge und entsprechend einem Protokoll zur Bestätigung, daß der Auftrag bis zur Höhe von 50 % des anfänglichen unangepaßten Betrags durchgeführt wird;

3° wird eine Summe in Höhe von 100 % des Betrags des Auftrags einschließlich der Anpassungen ausgezahlt, und zwar abzüglich der bei den zwei ersten Abschnitten schon bezahlten Beträge und entsprechend der Endabrechnung der Leistungen.

Art. 13. Für die Aufträge, deren anfängliche Betrag 2 Millionen F ohne Mehrwertsteuer nicht übersteigt, werden die Zuschüsse entsprechend der Endabrechnung oder gegebenenfalls den Beweisstücken ausgezahlt.

Art. 14. Die Zuschüsse bezüglich der Immobilienerwerbkosten und der Nebenkosten werden entsprechend den Beweisstücken, insbesondere des Mehrjahresplanes, der beglaubigten Urkunden und des Gutachtens des Immobilienerwerbsausschusses ausgezahlt.

Art. 15. Unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 14 werden die Zuschüsse für die in Artikel 2 Absatz 2 9° und 11° erwähnten Akten entsprechend den Beweisstücken ausgezahlt, gegebenenfalls nämlich entsprechend den Beschlüssen des Verwaltungsrates der regionalen Gesellschaft zur Genehmigung der Zahlung von Entschädigungen oder Verzugszinsen.

KAPITEL V. — *Schlussbestimmungen*

Art. 16. Vorliegender Erlaß tritt am 1. Januar 1993 in Kraft.

Jedoch bleiben die vorschriftsmäßigen Bestimmungen und die vor dem 1. Januar 1993 geltenden Verfahren bezüglich der Auszahlung der Ausgaben auf die Akten anwendbar, für die ein Zuschuß vor diesem Datum festgelegt wurde.

Art. 17. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Transportwesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 21. Januar 1993.

Der Vorsitzende der Exekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,
G. SPITAEELS

Der Minister des Transportwesens,
A. BAUDSON

—
VERTALING

— WAALS MINISTERIE VOOR UITRUSTING EN VERVOER

N. 93 — 704

[C — 27093]

21 JANUARI 1993. — *Besluit van de Waalse Gewestexecutieve betreffende het investeringsprogramma en de investeringstoelagen inzake openbare vervoersinfrastructuren*

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het openbaar vervoer in het Waalse Gewest, gewijzigd bij het decreet van 26 november 1992, inzonderheid op artikelen 2, tweede lid, 3°, 13, 2° en 15;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Vervoer,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Bedrag van de toelagen*

Artikel 1. Binnen de grenzen van de beschikbare kredieten is de Minister, tot wiens bevoegdheden het Vervoer behoort en hierna volgend « de Minister » genoemd, gemachtigd de « Société régionale wallonne du Transport », hierna volgend « de Regionale Maatschappij » genoemd, toelagen toe te kennen tot een bedrag van 100 % voor de uitvoering van het investeringsprogramma inzake openbare vervoersinfrastructuren, dat bedoeld is in artikel 2, tweede lid, 3°, van het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het openbaar vervoer in het Waalse Gewest.

HOOFDSTUK II. — *Onderwerp van de toelagen*

Art. 2. Kunnen gesubsidieerd worden, de investeringen betreffende volgende infrastructuurwerken :

1° de aanleg van zowel bovengrondse als ondergrondse aan te leggen eigen banen, die voorbehouden zijn aan de voertuigen van het openbaar vervoer;

2° de inrichting van haltes, autobus- en aansluitingsstations;

3° de plaatsing van wachthuisjes voor reizigers;

4° het demonteren van uitrustingen en de afbraak van infrastructuren die niet meer nuttig zijn voor de exploitatie;

5° de uitrustingen betreffende de inlichting, de veiligheid van de reizigers en de verbetering van de commerciële snelheid;

6° de vaste uitrustingen, die nodig zijn voor de uitbating van de netten alsook dewelke opgelegd zijn bij de wetgeving en de bevoegde overheid;

7° het groot onderhoud van voormelde banen en uitrustingen;

8° de verplaatsing van kabels en leidingen die nodig is voor een goede verwezenlijking van een infrastructuur of van een uitrusting;

9° de voor het testen van nieuwe vervoersmiddelen nodige demonstratieprojecten.

Voor het subsidiëren van de investeringen betreffende de in het eerste lid bedoelde infrastructuurwerken kunnen ook in aanmerking genomen worden :

1° de aanwinsten van onroerende goederen die voor hun uitvoering nodig zijn;

2° de theoretische studies nodig voor de modernisering en de verbetering van de netten van openbaar vervoer;

3° de door de opdrachtgever verschuldigde prijsherzieningen overeenkomstig de wettelijke reglementaire en contractuele bepalingen terzake;

4° de werken uitgevoerd boven de vermoedelijke hoeveelheden vermeld in de posten van de prijslijst naarmate dat de waarde van deze werken niet hoger ligt dan 10 % van het totaal bedrag van de overeenkomst, B.T.W. excl., en behalve redelijk onverwachte omstandigheden;

5° de werken die gevraagd zijn overeenkomstig artikel 42 van het ministerieel besluit van 10 augustus 1977 houdende vaststelling van de algemene aannemingsvoorwaarden van de overheidsopdrachten van werken, leveringen en diensten;

6° de specifieke kosten veroorzaakt door prestaties van derden, inzonderheid de reeksen geologische en geotechnische metingen, de erelonen van de ontwerpers, de kosten voor de toekenning, het bezicht en de ontvangst van de materiële, de kosten verbonden aan verzekeringen met uitzondering van welke verantwoordelijkheid van de ondernemingen dekken, de kosten van authentieke aktes en van de landmeters-experts, rekening houdend met het feit dat het geheel van deze kosten beperkt is tot 10 % van de te subsidiëren werken overeenkomstig dit artikel;

7° de werken veroorzaakt door uitzonderlijke en onvoorziene omstandigheden;

8° de bijkomende kosten voortkomend van het failliet van de aannemer, naarmate zij niet teruggevorderd kunnen worden ten laste van de gefailleerde of van het geheel;

9° de aan de aannemers verschuldigde vergoedingen voor zover zij niet voortkomen uit feiten die aan de Regionale Maatschappij te wijten zijn;

10° de niet-terugvorderbare B.T.W. en, in het algemeen, elke belastingheffing die de in dit besluit omschreven te subsidiëren uitgaven belast;

11° de verwijlinteressen verbonden aan begrotingsvastleggingen van vóór 1 januari 1993.

Art. 3. Hebben geen recht op subsidie :

1° de onderhoudswerken en de vernieuwingswerken die het gevolg zijn van een tekort aan onderhoud van de infrastructures;

2° de leveringen en uitrustingen van zuiver esthetische aard en die niet onontbeerlijk zijn voor de veiligheid of voor een rationele, zuinige en doeltreffende exploitatie van de installaties, behalve wanneer zij opgelegd zijn door wettelijke voorschriften of voor een goede plaatselijke aankleding;

3° de opdrachten of delen van opdrachten betreffende de sub artikel 2 bedoelde werken, naarmate zij krachtens een andere reglementering gesubsidieerd zijn;

4° onverminderd artikel 2, 2e lid, 11°, de aan de aannemer verschuldigde verwijlinteressen en vergoedingen wegens niet-betaling binnen de voorziene termijnen of wegens aan de opdrachtgever te wijten tekortkomingen;

5° de opdrachten betreffende de in artikelen 2 en 4 bedoelde infrastructuurwerken waarvan de globale kosten niet hoger zijn dan 100 000 F, B.T.W. excl.

Art. 4. Voor de in artikel 2 bedoelde werken die, op verzoek van de Regionale Maatschappij, in regie met de in hoofdstuk II van het decreet van 21 december 1991 bedoelde exploitatiemaatschappijen uitgevoerd worden, zijn de toelagen enkel op basis van de volgende elementen berekend :

1° de levering van het materiaal;

2° de vervoerskosten;

3° de kosten verbonden aan de huur van het voor de uitvoering van de werken nodig zwaar materieel;

4° het bedrag van de door de exploitatiemaatschappijen onderaangenomen werken;

5° de kosten van de arbeidskrachten met inbegrip van de wedden, lonen, verplaatsingskosten van het personeel van de exploitatiemaatschappijen, uitgezonderd de kosten verbonden aan de ambtenaren van niveau I;

6° de kosten verbonden aan de studies en de controle, die niet door het personeel van de Regionale Maatschappij uitgevoerd is, en de overeenkomsten van een controleverzekering;

7° de algemene kosten die forfaitair beperkt zijn tot 5 % van het te subsidiëren bedrag.

HOOFDSTUK III. — *Werkwijze*

Afdeling 1. — Meerjarenprogramma

Art. 5. De Regionale Maatschappij legt een meerjarig investeringsprogramma inzake infrastructuur van het openbaar vervoer, ter goedkeuring aan de Minister voor, waarin alle gedurende de betrokken periode geplande subsidieerbare investeringsontwerpen opgenomen zijn.

Elk ontwerp is het onderwerp van een dossier dat een algemene voorstelling, een financiële studie, de termijnplanning van de uitvoering, de programmatie van de voor zijn uitvoering nodige opdrachten, de financiële programmatie van de vastleggingen en betalingen inhoudt.

Het meerjarenprogramma en de de financiële programmatie van de vastleggingen en betalingen wordt ieder jaar door de Minister herzien en aangepast, na advies van de Regionale Maatschappij.

Afdeling 2. — Beschrijvingsnotitie

Art. 6. § 1. Alle opdrachten betreffende de in artikel 2 bedoelde investeringen waarvan de uitvoering voorzien is tijdens het begrotingsjaar zijn in een notitie beschreven, hierna volgend « notitie » genaamd.

De notitie bevat noodzakelijkerwijze de beschrijving en de rechtvaardiging van de geplande handelingen, een bestek met kostenraming en een programma van hun uitvoering.

§ 2. Voor de opdrachten waarvan de geraamde prijs lager is dan 2 miljoen F, B.T.W. excl., bestaat de notitie uit een bestek met kostenraming en, in voorkomend geval, een plan.

§ 3. De notities dienen voor de opmaking van het jaarlijks programma en worden overgemaakt aan de Minister.

Afdeling 3. — Jaarlijks programma

Art. 7. Op basis van de beschrijvingsnotities en van het meerjarenprogramma wordt het jaarlijks programma van de tijdens het volgend begrotingsjaar te subsidiëren opdrachten aan de Minister door de Regionale Maatschappij voorgelegd ten laatste op 15 juli van ieder jaar.

Art. 8. § 1. Binnen de maand na de goedkeuring van de begroting van het Waals Ministerie voor Uitrusting en Vervoer wordt het jaarlijks programma van het betrokken begrotingsjaar door de Minister vastgesteld.

Binnen de dertig dagen na de goedkeuring van het jaarlijks programma en ten vroegste op 15 januari van het betrokken begrotingsjaar gaat hij over tot de vastlegging van de toelagen en betekent hij het aan de Regionale Maatschappij.

§ 2. Na het in artikel 9 vermelde termijn van drie jaar, gaat de Minister over tot de nietigverklaring van het gedeelte van de overeenstemmende vastlegging indien een in het programma opgenomen opdracht niet betekend werd.

Art. 9. Binnen de periode van drie jaar na de datum van goedkeuring van een jaarlijks programma kan de Regionale Maatschappij, mits naleving van de in artikelen 7 en 8 bedoeld bedrag en procedure, wijzigingen aan vermeld programma ter goedkeuring aan de Minister voorleggen.

Afdeling 4. — Uitvoering van de opdrachten

Art. 10. Na haar toekenning van een opdracht vermeld in het jaarlijks programma en beschreven in de in artikel 6 bedoelde notitie, maakt de Regionale Maatschappij de volgende stukken over aan de Minister :

1° de aanvraag tot uitbetaling van de eraan verbonden toelagen, gestaafd door het dossier dat nodig is voor de controle van het Rekenhof;

2° een samenvattende staat van de opdrachten die toegekend zijn sinds het begin van het jaar en die opgemaakt is op basis van de notities van elk jaarlijks programma.

Art. 11. Het gecumuleerd bedrag van de toelagen voor de opdrachten waarvan het bedrag hoger is dan 2 miljoen F, B.T.W. excl., mag niet meer bedragen dan 90 % van het totaal bedrag van de toelagen waarop de Regionale Maatschappij kan recht hebben.

Het saldo wordt gebruikt voor de investeringen waarvan het bedrag lager of gelijk is aan 2 miljoen F, B.T.W. excl., en voor de in het tweede lid van artikel 2 bedoelde werken.

HOOFDSTUK IV. — Uitbetaling van de toelagen

Art. 12. Voor de opdrachten waarvan het oorspronkelijk bedrag hoger is dan 2 miljoen F, B.T.W. excl. :

1° wordt een bedrag gelijk aan 50 % van het oorspronkelijk bedrag van de opdracht uitbetaald binnen de maand van de aanvraag van de Regionale Maatschappij, rekening houdend met de datum waarop het bevel tot starten van de werken gegeven is;

2° wordt een bedrag gelijk aan 85 % van het bedrag van de opdracht, herzieningen inbegrepen, uitbetaald binnen de maand van de aanvraag van de Regionale Maatschappij, mits aftrekking van de bedragen reeds uitbetaald bij de eerste schijf, op basis van een proces-verbaal waarin bevestigd wordt dat de opdracht uitgevoerd is voor 50 % van het oorspronkelijk bedrag zonder herzieningen;

3° wordt een bedrag gelijk aan het volledig bedrag van de opdracht, herzieningen inbegrepen en mits aftrekking van de bedragen reeds uitbetaald bij de twee eerste schijven, uitbetaald op basis van de eindrekening van de prestaties.

Art. 13. Voor de opdrachten waarvan het oorspronkelijk bedrag lager of gelijk is aan 2 miljoen F, B.T.W. excl., worden de toelagen uitbetaald op basis van de eindrekening of, in voorkomend geval, op basis van de bewijsstukken.

Art. 14. De toelagen betreffende de kosten voor de aanwinsten van onroerende goederen en de bijkomende kosten worden uitbetaald op basis van de bewijsstukken, inzonderheid op het jaarlijks programma, de authentieke aktes en het advies van het Comité tot aankoop van onroerende goederen.

Art. 15. Onverminderd de bepalingen van artikel 14 en voor wat betreft de dossiers vermeld in artikel 2, tweede lid, 9° en 11°, worden de toelagen uitbetaald op basis van de bewijsstukken en, in voorkomend geval, op basis van de beslissingen van de raad van bestuur van de Regionale Maatschappij betreffende de uitbetaling van vergoedingen of van een verwijlinterrest.

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 16. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 1993.

De reglementaire bepalingen en de procedures betreffende de uitbetaling van de vóór 1 januari 1993 geldende uitgaven blijven echter van toepassing op de dossiers waarvoor een vastlegging op de begroting vóór deze datum plaatsvond.

Art. 17. De Minister tot wiens bevoegdheden het Vervoer behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 januari 1993.

De Voorzitter van de Executieve,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,

G. SPITAEELS

De Minister van Vervoer,

A. BAUDSON